



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Arrêté n° AE-F09321P0303 du 10/12/2021

**portant retrait de la décision implicite relative à la demande n° F09321P0303 et
portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3-1
du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 à R122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 24/08/2020 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09321P0303, relative à la réalisation d'un projet d'aménagement agrivoltaïque sur la commune de Noves (13), déposée par Total Energies Renouvelables France, reçue le 22/10/2021 et considérée complète le 25/10/2021 ;

Vu la saisine par la DREAL de l'agence régionale de santé en date du 26/10/2021 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 30 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en un projet agrivoltaïque occupant une emprise au sol totale de 2,7 hectares et comprenant :

- l'installation d'ombrières photovoltaïques « intelligentes » équipées d'un système motorisé permettant aux panneaux de se déployer et de se rétracter, sur une surface de 2,3 hectares, d'une hauteur de 4,5 mètres au point bas et d'une puissance estimée à 997 kWc, au-dessus d'un terrain agricole occupé par des cultures de vignes ;
- la mise en place d'une zone de montage et d'une base vie aux abords du site du projet, sur une surface de 0,4 hectare ;

Considérant que ce projet a pour objectifs :

- de mutualiser la production agricole avec la production d'énergie solaire ;
- de permettre le développement d'un projet agricole expérimental ;
- d'augmenter les rendements de production agricole en limitant l'évaporation et l'évapotranspiration ;
- de produire de l'énergie électrique verte qui sera réinjectée sur le réseau public de distribution d'électricité ;

Considérant la localisation du projet :

- sur un terrain occupé par des cultures de vignes, en zone agricole ;
- dans la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) type II « Petite Crau » ;
- en zone d'aléa retrait et gonflement des argiles ;

Considérant que le pétitionnaire a fait réaliser un diagnostic écologique, incluant des prospections de terrain effectuées à des périodes écologiques adaptées, qui a permis de :

- mettre en évidence des enjeux de conservation forts concernant l'avifaune et les reptiles, et faibles à modérés concernant l'ensemble des autres compartiments biologiques pris en compte ;
- définir un ensemble de préconisations permettant d'atténuer les impacts potentiels du projet sur l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre un ensemble de mesures d'évitement et de réduction des impacts potentiels du projet sur l'environnement :

- adaptation du calendrier des travaux, afin de limiter les nuisances sur la faune présente sur le site du projet et à ses abords ;
- évitement et mise en défens des secteurs présentant les plus fortes sensibilités écologiques au cours du chantier ;
- création de gîtes artificiels favorables aux reptiles ;
- contrôle de la non-propagation des espèces végétales invasives ;
- adaptation et limitation de l'éclairage nocturne, afin d'atténuer les risques de nuisances sur la faune ;
- adaptation des caractéristiques techniques du projet afin de permettre le déplacement de la faune de petite taille à travers les emprises clôturées ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage, en cas de présence d'incidences résiduelles sur des espèces protégées, à mettre en place une procédure de demande de dérogation « espèces protégées » ;

Considérant que le projet n'engendre pas :

- de consommation d'espace naturel ni de modification dans l'usage des sols, compte tenu de sa localisation au-dessus d'un terrain déjà occupé par des cultures de vignes ;
- de nuisances ou de risques de pollution significatifs en phase d'exploitation, compte tenu de la poursuite de l'activité agricole sur le site du projet ;
- d'augmentation sensible des surfaces imperméabilisées, ni d'obstacle relatif à l'écoulement des eaux de ruissellement, compte tenu de ses caractéristiques techniques ;
- d'augmentation notable des besoins en eau liés à l'activité agricole, compte tenu de l'objectif de protection des cultures par limitation de l'évaporation et de l'évapotranspiration ;
-

Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement, qui sont essentiellement liés à la phase de travaux ;

Arrête :

Article 1

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au delà du délai réglementaire fixé

par l'article R122-3-IV du code de l'environnement et prescrivant une étude d'impact pour la réalisation d'un projet d'aménagement agrivoltaïque sur la commune de Noves (13) est retirée ;

Article 2

Le projet d'aménagement agrivoltaïque situé sur la commune de Noves (13) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 4

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à Total Energies Renouvelables France.

Fait à Marseille, le 10/12/2021.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe à la cheffe d'unité évaluation
environnementale

Véronique LAMBERT

Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).